

publique [17 septembre 1957] (p. 4091) ; la développe : *Ses observations sur l'application du plan Faure-Métayer, le maintien du plan de novembre 1956 malgré les promesses de révision, l'insuffisance des traitements des catégories C et D et des retraites, la situation des agents non titularisés, les intentions du Gouvernement, le mécontentement des fonctionnaires, la limitation envisagée à l'exercice de leurs droits de grève, la nécessité d'une amélioration immédiate des traitements et retraites en attendant l'application de l'article 32 du statut de la fonction publique* [19 septembre 1957] (p. 4217 à 4219). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à approuver une convention entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Aggravation de la dette de l'Etat, influence de la guerre d'Algérie dans le déficit budgétaire et le déficit de la balance des comptes, poursuite d'une politique d'abandon en Algérie, augmentation des prix et des charges fiscales* [7 novembre 1957] (p. 4680, 4681) ; — du projet de loi tendant au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *Paix en Algérie, seule issue possible sur le plan économique et financier ; Dispositions fiscales proposées : Impôt sur les sociétés, établissement d'un impôt progressif sur la fortune, mesure concernant l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs* [15 novembre 1957] (p. 4848, 4849) ; en deuxième lecture, Article unique : *Proteste contre la loi des maxima* [3 décembre 1957] (p. 5123) ; *Amendement de M. Privat (Egalité et justice fiscale pour tous les organismes commerciaux, magasins à prix uniques)* (p. 5125) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance : Participation des indépendants au Gouvernement et aggravation des charges indirectes et des impôts de consommation ; conditions dans lesquelles ont été posées les dernières questions de confiance, développement de l'inflation ; diminution du pouvoir d'achat des travailleurs ; opposition à la guerre d'Algérie* [5 décembre 1957] (p. 5150, 5151, 5152) ; — d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1957 et ratification de décrets, Etat A, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, Titre IV : *Augmentation des salaires des cheminots* [13 décembre 1957] (p. 5350) ; Etat D, Titre V : *Réduction de crédits intéressant les constructions scolaires* (p. 5354) ; — du projet de LOI DE FINANCES

pour 1958 : *Contenu des masses budgétaires, prix de la guerre d'Algérie et ses conséquences économiques, réduction des crédits d'investissements, aggravation des conditions de vie des salariés, traitement des fonctionnaires et mécontentement de leur fédération, nécessité d'une réforme fiscale* [17 décembre 1957] (p. 5441 à 5444) ; *Son rappel au règlement (Clôture de la discussion générale par le dépôt de la question de confiance)* [18 décembre 1957] (p. 5488) ; en deuxième lecture : *Sa demande de disjonction de l'article premier (Réforme fiscale)* [26 décembre 1957] (p. 5543) ; Art. 3 : *Son amendement (Subvention patronale tendant à éviter la majoration des tarifs de la R.A.T.P.)* (p. 5545) ; Art. 8 : *Amendement de M. Julian (Réduction des dépenses militaires et augmentation des dépenses civiles)* (p. 5570) ; deuxième partie, CRÉDITS D'INVESTISSEMENTS : *Sa motion tendant à la disjonction de l'article 18 (Contrôle des investissements privés)* [10 mars 1958] (p. 1476) ; Art. 19 : *Exonération fiscale accordée aux entreprises procédant à des opérations de décentralisation* (p. 1478) ; — d'un projet de loi tendant à approuver une convention avec la Banque de France : *Difficultés financières dues à la poursuite de la guerre d'Algérie ; Création d'une caisse de consolidation et de mobilisation ; Emprunt à l'étranger* [28 janvier 1958] (p. 282) ; — du projet de loi relatif au régime fiscal d'un emprunt à émettre en 1958 : *Attitude de M. Pineau au moment où le Gouvernement de M. Pinay a demandé un emprunt en 1952* [25 mars 1958] (p. 1922).

LANIEL (M. Joseph), Député du Calvados (I.P.A.S.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 20 avril 1956, une proposition de loi tendant à compléter l'article 166 du Code général des impôts pour exonérer de la contribution foncière les immeubles reconstruits par les sinistrés, n° 1573. — Le 2 juillet 1957, une proposition de loi relative à la taxe piscicole, n° 5283. — Le 12 juillet 1957, une proposition